

Consultation publique sur consultation publique sur l'harmonisation de la présentation des résultats de simulation

Réponse de la Métropole Européenne de Lille

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après mes observations sur les lignes directrices de présentation des simulations d'exposition aux ondes :

- Il est projeté une représentation des résultats sous forme cartographique, ce qui est particulièrement important dans la mesure où la vocation d'une telle production est avant tout pédagogique, que ce soit à l'égard des élus ou des administrés. Une restitution par le biais de plusieurs cartes est évoquée. Des exemples concrets devraient également être soumis à la consultation publique.
- Des périmètres de 100 m en zone urbaine et de 200 m en zone rurale sont envisagés. Selon la configuration des lieux, cela peut être insuffisant pour la bonne information des habitants. Par ailleurs, la distinction entre les zones urbaines et rurales ne sera-t-elle pas sujette à interprétation ? Surtout, comment sont classifiées les zones mixtes ou intermédiaires ?
- Lorsqu'une mesure a déjà été réalisée en un point donné de ce périmètre dans le respect du protocole de l'ANFR, il devrait être possible d'avoir une indication sur le cumul des CEM à cet endroit. Cela permettrait d'avoir une idée de l'exposition globale future en « visualisant » l'impact de l'installation projetée sur l'environnement électromagnétique préexistant. Les attentes des habitants sont en effet en général de savoir dans quelles proportions une nouvelle installation va accroître le niveau d'exposition
- Concernant le rapport qui sera produit, une synthèse en langage non technique pourrait être intéressante
- Il est envisagé une simulation du niveau d'exposition à l'intérieur des immeubles bâtis. A qui appartient-il de fournir cette dernière donnée ? Un contenu particulier sera-t-il imposé ? Si celui-ci est respecté par la collectivité, quel recours aura-t-on vis-à-vis d'un opérateur qui n'aurait pas intégré ces données dans la simulation réalisée ? On notera par ailleurs que les immeubles bâtis ne sont pas nécessairement des lieux de vie, de sorte qu'il pourrait être utile de prévoir la possibilité d'intégrer ce paramètre
- Les établissements particuliers situés à moins de 100 m de l'installation projetée devront être identifiés sur la carte. Cela pose la question de la connaissance de ce type d'établissements. En effet, tant les collectivités que les opérateurs peinent à localiser ces établissements alors qu'une attention particulière est portée dans les textes réglementaires et dans la plupart des chartes. Afin de simplifier les choses, une base de données unique devrait être mise en place, au format SIG, et partagée le plus largement possible.
- Plusieurs sources de données sont évoquées (modèle numérique de terrain, bâti, etc.). A qui incombera-t-il de fournir ces données ? Si ce sont les collectivités, y aura-t-il un caractère obligatoire à cette fourniture ? Comme évoqué précédemment, en cas de fourniture, existera-t-il une obligation de prise en compte pour les opérateurs ?
- En cas de site commun entre plusieurs opérateurs, et puisque le principe consiste à prendre en considération les caractéristiques techniques des antennes, il devrait être possible d'intégrer dans la simulation l'ensemble des installations préexistantes
- Enfin, une fourniture des cartes au format SIG pourrait être utile pour les collectivités destinataires